

Des voix: Bravo!

M. Nowlan: Il n'y a qu'un seul parti d'opposition.

Mme le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Pouvons-nous entendre maintenant le député d'Oshawa?

M. Broadbent: Madame le Président, je voulais simplement dire que j'ai lu les résultats des sondages relatifs à la direction du pays...

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Il y a quelques semaines, le ministre des Finances a déclaré à la Chambre ce qui suit:

... mon ministère ne prévoit pas de réglementer les salaires.

Au début de la semaine, j'ai obtenu de son ministère un document exposant clairement un processus visant à réglementer les salaires. Je voudrais que le ministre nous explique clairement ce qu'il en est et qu'il assure à la Chambre que le gouvernement n'imposera en 1981 aucun contrôle salarial que ce soit.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, mon ministère et moi-même n'avons aucun projet à ce sujet; je n'ai saisi le cabinet d'aucun projet visant à réglementer les prix et les salaires.

LA POLITIQUE VISANT À JUGULER L'INFLATION

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, tout le monde aura remarqué que le ministre des Finances n'a pas répondu à la question. Il ne nous a pas donné l'assurance que le gouvernement n'imposerait pas de contrôles des salaires cette année. Il sait aussi bien que moi que son ministère a examiné un document secret qui jette précisément les bases d'un programme prévoyant l'entrée en vigueur de moyens de contrôle des salaires, que le gouvernement ait déjà décidé ou non d'y donner suite.

Ce même document stipule clairement que ce ne sont pas les salaires qui ont été à l'origine de l'inflation, mais divers autres facteurs qui y sont mentionnés. Comme le gouvernement a rejeté l'idée d'une commission des justes prix, ainsi qu'une politique tendant à diminuer les taux d'intérêt—et, soit dit en passant, ils viennent encore d'augmenter aujourd'hui—et qu'il a rejeté toutes les autres propositions précises de mon parti et des autres en vue de juguler l'inflation, est-il prêt à annoncer aujourd'hui une nouvelle politique visant à diminuer le taux d'inflation, ou demande-t-il aux Canadiens d'accepter cet état de choses sans piper?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je tiens à répéter, en insistant, ce que j'ai dit au député d'Oshawa. Je n'ai jamais vu de document, au sein de mon ministère, faisant mention d'un programme quelconque de contrôle des prix et des salaires. Je puis dire sans hésiter au député que je n'ai reçu aucune proposition semblable, que je n'en ai pas approuvé et que je n'en ai pas soumis non plus au cabinet. Voilà la situation. Je rappelle au député qu'il me demande de dire ce qui risque d'arriver en 1981, 1982 ou 1983.

Questions orales

M. Broadbent: Non. Cette année seulement, en 1981.

M. MacEachen: C'est de l'inconscience de me demander...

M. Broadbent: Oh!

M. MacEachen: ... des garanties concernant des situations hypothétiques. Si le député désire une réponse directe, je lui dirai que le gouvernement n'a établi aucun plan en matière de contrôle des prix et des salaires. S'il y a un changement dans ce domaine, je puis lui assurer que la Chambre et le député en seront prévenus en temps voulu.

* * *

L'ÉNERGIE

LA MANIPULATION DES PRIX PAR LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES—
ON DEMANDE DE FAIRE ANNULER LA HAUSSE DU PRIX DE
L'ESSENCE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au vice-premier ministre et ministre des Finances. Elle concerne l'énergie, sujet dont il peut s'occuper. Il y a 22 jours, j'ai interrogé à la Chambre le ministre de la Consommation et des Corporations au sujet de la hausse de 6c. que les sociétés pétrolières avaient rajoutée à la dernière augmentation de l'essence. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a confirmé cette escroquerie.

C'est là une chose visible et concrète, une mesure anti-inflationniste qu'il peut prendre immédiatement. Il n'aura pas à attendre 1982 ou 1983. Est-ce que le ministre est disposé à nous annoncer qu'il va faire annuler cette hausse de 6c. du prix de l'essence?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, bien sûr que non; je ne dirai pas que je vais faire annuler cette hausse.

M. Waddell: Pourquoi pas?

M. MacEachen: Parce que je n'ai pas le pouvoir de le faire. Je rappellerai au député que, ce matin, j'ai lu dans mon journal ce que disait le premier ministre de Saskatchewan au sujet de la politique actuelle de compression des cours mondiaux du pétrole, qu'il considère comme une folie.

M. Waddell: Ce n'est pas la même chose.

M. MacEachen: Il faudrait que le député essaie de s'y retrouver dans les opinions contradictoires qui règnent au sujet des augmentations des prix pétroliers. Une chose est certaine en tout cas: c'est qu'au moins le premier ministre de Saskatchewan désire les voir monter. Le Nouveau parti démocratique a pris bien garde d'éviter à la Chambre de donner trop de précisions sur ce qu'il pense de cette très importante question, se contentant de poser par la bande une question concernant la hausse de 6c. annoncée par les sociétés pétrolières. Pourquoi n'attaquez-vous pas la question de front? Pourquoi ne venez-vous pas nous dire quelle est sa politique?

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!